



## PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

### ARRÊTÉ

du 2 FEV. 2015

mettant la société NATIXIS LEASE IMMO en demeure de respecter  
les prescriptions des articles 7.6.8, 7.2.2 et 7.6.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 avril 2012  
pour l'exploitation de son installation  
située 31, rue de Bayonne à Strasbourg

Le Préfet de la Région Alsace  
Le Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup>, et notamment son article L 514-1,
- VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 autorisant la société DARSAL à exploiter un entrepôt de stockage sur son site situé 31 rue de Bayonne à Strasbourg,
- VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 2013 mettant en demeure la société DARSAL à Strasbourg de respecter les dispositions des articles 7.6.8, 7.2.2 et 7.6.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 avril 2012,
- VU le récépissé du 26 février 2014 actant la déclaration de changement d'exploitant,
- VU les constats relevés par l'inspection des installations classées au cours de la visite d'inspection du 3 décembre 2014 sur site, faisant l'objet du rapport du 14 janvier 2015,

CONSIDÉRANT que le délai de la mise en demeure initiale du 17 juin 2013 n'est pas respecté,

CONSIDÉRANT la société NATIXIS LEASE IMMO, propriétaire des installations, en est devenue l'exploitant depuis le 26 février 2014 suite à la liquidation judiciaire de la société DARSAL,

CONSIDÉRANT qu'en séance, la société NATIXIS LEASE IMMO a sollicité un délai supplémentaire de 3 mois pour lever les non-conformités,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé* »,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

Le présent arrêté annule les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2013 mettant en demeure la société DARSAL de respecter les dispositions des articles 7.6.8, 7.2.2 et 7.6.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 avril 2012.

### Article 2 :

La société NATIXIS LEASE IMMO, 11bis rue Sédillot, 75 007 PARIS, propriétaire des installations et exploitante des installations depuis le 26 février 2014, est **mise en demeure** de respecter sous un délai de 3 mois, les prescriptions des articles repris ci-après :

### Article 3 : Protection des milieux récepteurs

L'exploitant doit respecter les prescriptions suivantes de l'article 7.6.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 avril 2012.

*« Les organes de commande nécessaires à la mise en service des dispositifs de confinement sont constitués par trois vannes de barrage situées aux extrémités des réseaux d'évacuation des eaux pluviales. Les vannes sont à double commande: automatique, asservie à la détection incendie, et manuelle. »*

### Article 4 : Désenfumage

L'exploitant doit respecter les prescriptions suivantes de l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 avril 2012.

*« La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de chaque cellule de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. »*

### Article 5 : Plan d'Opération Interne

L'exploitant doit respecter les prescriptions suivantes de l'article 7.6.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 avril 2012.

*« L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. »*

*L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :*

- *l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,*
- *la formation du personnel intervenant,*
- *l'analyse des enseignements à tirer des exercices et formations,*
- *la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),*
- *la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,*
- *la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.*

*L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'action est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.»*

Article 6 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.

Article 7 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société NATIXIS LEASE IMMO.

Article 8 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,  
le Maire de STRASBOURG,  
le Directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement Alsace (service de l'inspection des installations classées),  
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société NATIXIS LEASE IMMO.

Le Préfet  
R le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
  
Christian RIGUET

**Délais et voies de recours**

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

